MÉMOIRE

À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SPÉCIALE

SUR LA LOI ÉLECTORALE

ANDRÉ LAROCQUE

Décembre 2005

(L'auteur est présentement professeur associé à l'École nationale d'administration publique et vice-président national du Mouvement Démocratie et Citoyenneté du Québec. Il milite au Parti Vert du Québec.

Il a été membre de l'exécutif fondateur du Parti Québécois (1968), chef de cabinet du leader du Parti Québécois à l'Assemblée nationale (1970-1973), chef de cabinet du leader de l'Opposition (1973-1976), sous ministre à la réforme parlementaire et électorale dans les deux gouvernements de René Lévesque (1976-1985) puis sous ministre à la réforme des institutions démocratiques lors des États Généraux sur la réforme des institutions démocratiques (2002-03).

d'abord des félicitations

Il faut évidemment se réjouir de ce que, pour la première fois de son histoire, la population québécoise est intimement associée à l'étude d'un avant-projet de loi orienté vers une réforme démocratique importante. Un autre gouvernement s'y était attelé plus tôt comme l'atteste le discours inaugural du Premier ministre, René Lévesque, le 9 novembre 1981. La démarche s'était rendue jusqu'à un Livre Vert puis à une vaste consultation de la Commission de la représentation avant d'être descendue en flammes par les membres du caucus du Parti Québécois. Comme l'a écrit un député du PQ présent à cette rencontre : « *La plus grande déconvenue de monsieur Lévesque au caucus lui vint de l'avortement de son projet concernant la représentation proportionnelle... Il croyait en l'absolue nécessité de ce mode de représentation électorale... Ce fut là pour René Lévesque, démocrate, une déception amère* ». (Jérôme Proux, *René Lévesque : l'homme, la nation, la démocratie*. P.U.Q., 1992, page 137)

Mes premières félicitations vont donc au Premier ministre, Jean Charest, qui à son tour s'est engagé sur cette voie de réforme démocratique. En second lieu, au ministre Jacques Dupuis qui a réussi à sortir vivant de son caucus ! Elles vont aussi à l'équipe du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et au professeur Louis Massicotte qui ont produit des documents de consultation d'une grande qualité. Félicitations enfin au ministre actuel, monsieur Pelletier, qui a innové de façon « révolutionnaire » en associant un « comité citoyen » à cette démarche.

puis quelques critiques

Si les félicitations circonstancielles sont méritées, on ne peut pas en dire autant pour l'Assemblée nationale prise comme institution. La Commission spéciale qui ira bientôt consulter la population ne lui fait pas un cadeau. Cette consultation est le résultat plutôt de plus de trente ans de débats publics. Elle est en partie attribuable à une quantité incroyable d'heures de dévouement de personnes comme Paul-André Martineau qui a créé le Mouvement démocratie nouvelle et qui est arrivé à faire se prononcer, publiquement et ensemble, des gens comme Claude Ryan, Jean Allaire, Vincent Lemieux, Claude Charron. Elle est le résultat de la vaste consultation du Comité directeur de Claude Béland et des États Généraux sur la réforme des institutions démocratiques, en février 2003, initiative qui aurait été impossible sans l'acharnement du député de Borduas, Jean Pierre Charbonneau.

Finalement, cette consultation est due à l'effet de « scandale » qu'ont produit les résultats des élections de 1998. Certains sont venus à la Commission pour banaliser cet événement. Je préfère de loin me ranger dans le camp de René Lévesque qui, au moment où le même phénomène s'était produit en 1966, avait parlé d' « *un sabotage officiel et extrêmement pernicieux des fondements de la démocratie politique* ». (Dimanche Matin, le 27 novembre 1966).

Ce n'est pas à l'honneur de l'Assemblée nationale qu'il ait fallu aux citoyens mettre autant de temps, autant de monde, autant de ténacité, et même autant d'argent, pour finir par faire en sorte qu'on puisse être « consulté » ! Comme peut l'attester Claude Béland qui a entendu des milliers de citoyens sur le terrain, le public ne croit pas que le gouvernement ou les commissions parlementaires le consultent pour le vrai. Cette fois-ci sera-t-elle la vraie ? La présence d'un « comité citoyen » fournit une bonne indication à l'effet que cette fois, on écoutera. Après, restera l'étape de passer de l'écoute à l'action. Encore beaucoup beaucoup de pain sur la planche !

à éviter absolument... l' « approche tabernacle » ...

L'essentiel des propos de ce mémoire vient de cinquante ans d'expérience comme étudiant, professeur, militant et haut fonctionnaire. Plus de la moitié de cette expérience a été prise à Québec et surtout à l'Assemblée nationale et au ministère du Conseil exécutif. J'en ai gardé de nombreux souvenirs positifs et quelques négatifs dont, en tout premier lieu, la propension des partis politiques à se substituer aux citoyens. Devant le gouffre qui sépare les électeurs des élus, rien ne m'ait jamais paru plus déplorable que le fait que les élus s'activent à creuser ce gouffre en substituant leurs convictions, leurs interprétations, leurs objectifs, leurs démarches à ceux des citoyens.

C'est une erreur démocratique profonde que la Commission indépendante sur le système électoral au Royaume Uni (Commission Jenkins) avait dénoncé en ces mots - et avec une expression plutôt très 'québécoise' - dès les premières phrases de son rapport :

« Parties should not elevate themselves into mystical entities, enjoying special rights of their own. That way lies what can be described as the 'tabernacle' approach to politics, by which all virtue lies with those within the sacred temples and all those outside are eternally damned ».

The Report of the Independent Commission on the voting System (Jenkins Report), www.represent.org.uk/democ/report.html

Ou encore;

« Fairness to voters is the first essential » (...) That the voters do not get the representation they want is more important than that the parties do not get the seats to which they think they are entitled. Parties should, like the electoral system, be servants rather than masters ».

idem

quand les représentants du peuple se prennent pour le peuple

Le plus difficile dans ma vie politique a été justement de constater le mur de Berlin qui existe depuis longtemps entre ce que les citoyens disent et veulent et ce que leurs représentants élus disent qu'ils veulent. La phrase que j'ai entendue le plus souvent de la part de députés, et parfois de ministres, c'est : « le monde y s' battent pas dans les autobus pour les maudites réformes d'institutions »... J'avoue converser assez peu dans les autobus, mais partout ailleurs j'ai entendu toujours le contraire. Il n'est pas vrai que les citoyens ne s'intéressent pas à leurs institutions. Généralement, il est vrai, ils n'utilisent pas le vocabulaire de la science politique ou du droit pour le dire, mais ils parlent clairement néanmoins.

Le monde - tout le monde sauf à l'Assemblée nationale – a en horreur la discipline de parti. Tout le monde sent que les gouvernements, de quelque parti que ce soit, gouvernent bien au-dessus de leurs têtes. Personne ne croit que les Premiers ministres ont vraiment ces vastes mandats populaires dont ils s'enveloppent. Tout le monde sait que la vraie utilité d'être député, c'est de devenir ministre et, s'il s'en montre déçu, le monde comprend quand même ceux qui, délestés du Conseil des ministres, rentrent chez eux furieux. Personne ne croit que les députés ont un vrai contrôle des lois et absolument personne ne pense que l'Assemblée a un contrôle le moins sérieux de l'administration des deniers publics. Personne ne croit les chiffres d'un budget, ni ceux du Gouvernement, ni ceux de l'Opposition. Tout le monde trouve que les débats à l'Assemblée nationale cède une part beaucoup trop largement à l'art de cirque.

Pendant ce temps, les gouvernements se croient investis et les députés se prennent au sérieux. Résultat : depuis plus de vingt-cinq ans, les études et les sondages nous rapportent un gouffre toujours croissant entre les électeurs et les élus. Comment est-il possible qu'une telle impasse démocratique dure depuis si longtemps, et même s'amplifie, sans que l'Assemblée nationale n'enregistre sérieusement son inquiétude ? Au contraire, quand d'anciens parlementaires déposent un mémoire où ils se traitent eux-mêmes de « plantes vertes », ça fait rigoler à l'Assemblée. L'expression est bien connue du public mais avouez qu'elle ne le fait pas rigoler du tout. Quand d'anciens Présidents de l'Assemblée disent de l'Assemblée qu'elle est un « rubber stamp », ou un « pool room » ou, plus poliment « une chambre d'enregistrement des désirs du pouvoir exécutif », ça reste sans impact à l'Assemblée mais ça va chercher une corde sensible chez les citoyens. Si bien que depuis au moins vingt ans, les députés sont en tête des listes de popularité de professions quand, bien sûr, on tient les listes à l'envers... Les élus en compétition avec les vendeurs d'autos usagées, quand ce n'est pas avec les Hell's, ça en fait sourire quelques uns. Mais quel cul de sac démocratique est ainsi révélé ! Et par quel mystère les élus ne s'en émeuvent-ils pas ?

un mode de scrutin pour qui au juste?

Un mode de scrutin est une technique par laquelle on transpose l'expression d'une volonté populaire en attribution de sièges dans une assemblée électorale. Le mot clé ici,

c'est « volonté populaire », non pas le mot « technique ». Les Britanniques appellent leur loi électorale « The Representation of the People's Act ». Au Québec, on désigne plutôt le moyen que l'objectif et on dit « loi électorale ». Pourquoi ne pas appeler la chose par le sens fondamental qu'elle est sensée avoir ?

Ici, la tradition a longuement voulu qu'on n'a pas besoin du peuple pour dire ce qu'il veut ; les partis et les députés le savent d'avance ! Avec quelle admirable assurance et depuis combien de temps déjà les députés répètent que le peuple aime bien le système actuel ; que le monde tient à deux partis seulement (et par hasard aux deux qui sont déjà là) ; que les citoyens aiment que le gouvernement soit doté d'une majorité artificielle à l'Assemblée ; que le monde est indifférent au fait que l'Opposition subit généralement une forte déformation à la baisse de sa représentation ; que le monde a une peur bleue des gouvernements de coalition ; que les Québécois sont incapables d'effectuer plus qu'un vote à la fois ; qu'ils sont parfaitement heureux de voir les Premiers ministres choisis dans les officines des partis et n'ont aucune envie de les désigner eux-mêmes.

Le plus fou dans tout ça, c'est que les députés ont peut-être raison ! Ils ont peut-être tort. On ne le sait pas. Pour le savoir, il faudrait demander au peuple ! Donc, retour à la case départ. Si on arrêta de décider pour le monde et qu'on prenait les moyens pour que le monde puisse s'exprimer librement et que sa volonté soit effectivement traduite dans la distribution des sièges à l'Assemblée, eh bien on le saurait. Il n'y a pas de sport au monde qui ait autant de gérants d'estrade que la politique. Admirable société où chacun sait ce que tous les autres veulent.

Hier c'était les députés. Aujourd'hui, de nouveaux joueurs s'annoncent. Désormais il relève du dogme que l'Assemblée nationale doit être à l'image directe de la société, comme dans un sondage. Elle doit faire place à de nouveaux partis. Elle doit être constituée de 50% d'hommes et de 50% de femmes. Elle doit comporter davantage de représentants des communautés culturelles. Elle doit permettre de préserver le lien entre l'électeur et l'élu comme dans le bon vieux temps. Encore une fois, c'est peut-être vrai. C'est peut-être faux. Pour le savoir, il faudrait demander au peuple. Retour à la case départ.

plaidoyer pour des principes démocratiques

Si ce mémoire ne contenait qu'une seule recommandation, ce serait d'en arriver à UN MODE DE SCRUTIN RESPECTUEUX DE LA VOLONTÉ POPULAIRE.

Pour en arriver là, la loi devrait appliquer les règles suivantes :

L'électeur doit disposer du maximum de liberté dans ses choix

Chaque vote doit compter et compter également

Dans toute la mesure du possible, tous les électeurs doivent « gagner » une représentation

L'électeur ne doit pas être sorti de son contexte de vie sociale, économique et culturelle normale

L'électeur ne doit pas être limité à voter seulement pour des candidats de partis

L'expression de la volonté des électeurs doit être traduite le plus fidèlement possible dans l'attribution des sièges à l'Assemblée.

Si on travaillait à assurer ces règles-là au lieu de commencer par se livrer à des exercices techniques sur les seuils, les modèles de compensation, l'alignement des bulletins de vote par sexe, etc on aurait des chances d'aboutir à ce que doit être un mode de scrutin dans une démocratie. Parce que si ce n'est pas la volonté des électeurs qu'on cherche à connaître, faudrait se demander quel est le sens au juste de l'exercice.

Que le scrutin constitue le véhicule privilégié de l'expression de la volonté populaire devrait, dans une démocratie, aller de soi. Pourtant déjà la Commission a entendu des personnages éminents venir subordonner cette volonté populaire à des stratégies de partis, à des stratégies de référendum ou à des stratégies face au gouvernement fédéral. Certains ont même eu le culot de diviser l'électorat en ethnies, les unes devant être « protégées », les autres ne devant pas voir tous leurs votes compter ! D'autres jouissent d'une préscience extraordinaire et savent déjà quel parti les Québécois vont choisir pour les élections à venir ! Le plus inquiétant est que la plupart des intervenants de ce type se disent souverainistes. Quelle souveraineté de l'État prépare-t-on si à l'avance on propose que la souveraineté populaire ne soit pas la règle de base de notre vie démocratique ?

Le mode de scrutin c'est le mécanisme par lequel les citoyens – tous les citoyens électeurs sans la moindre distinction – expriment leur volonté politique. Il n'appartient ni aux partis ni aux experts ni d'ailleurs à personne de tenter de donner à la loi des biais autres, quels que soient la validité des objectifs qu'on veut poursuivre. La véritable force de l'Assemblée nationale ne se trouve pas dans des gouvernements artificiellement forts. N'en a-t-on pas eu suffisamment la démonstration avec le Parti Québécois qui a constitué des gouvernements largement majoritaires mais incapables de produire une majorité souverainiste ? Ou encore avec des gouvernements libéraux largement majoritaires mais incapables d'arrêter l'envahissement fédéral ?

La véritable force de l'Assemblée nationale viendra de ce qu'elle représente pour le vrai la volonté populaire. C'est la première fonction d'un mode de scrutin que de permettre que s'exprime cette volonté-là.

P'idéal et le réaliste...

À l'époque du gouvernement Lévesque, la consultation populaire s'était faite à partir de modèles de modes de scrutin parce qu'à l'époque, c'était la première fois qu'on abordait ce sujet difficile. Très souvent on constatait que, dans l'esprit du public, seul existait dans le monde le mode qu'on utilise ici ! Depuis ce temps, le public est beaucoup mieux informé, des organismes de réforme se sont constitués et... il y a eu 1998 !

L'idéal aujourd'hui aurait été que le gouvernement commence par consulter les citoyens sur ce qu'ils veulent. Il a choisi plutôt de développer un modèle et d'en faire un avant projet de loi. Cela comporte plusieurs inconvénients. (1) Le modèle choisi est minimaliste parce qu'il est celui qui réussirait à franchir l'obstacle du caucus gouvernemental et on connaît bien l'enthousiasme réformateur de députés eux-mêmes élus dans le système actuel ! (2) Le modèle a été appuyé sur une documentation sérieuse mais aussi sur une montagne de simulations. Or, comme on sait, ces simulations sont aux politologues ce que sont les lampadaires aux ivrognes : elles servent plus à s'accoter qu'à s'éclairer. Simuler qu'avec un autre mode de scrutin, les électeurs auraient voté d'une façon particulière, de 1960 à nos jours, ç'a l'air sérieux puisque c'est chiffré mais personne ne peut soutenir que ç'aurait été le cas. (3) Le modèle conserve le scrutin actuel mais le corrige. Si René Lévesque avait raison de dire que le scrutin actuel est « *démocratiquement infect* », pourquoi conserver 60% d'un système infect ? (4) Le modèle postule enfin que l'électeur tient à la relation actuelle entre les députés et les citoyens. Or, dans les faits, très peu de citoyens ont une relation quelle qu'elle soit avec les députés. Pire, les citoyens ont une opinion hautement défavorable des élus comme toutes les études et tous les sondages le révèlent depuis des décennies. Ce qui a été largement constaté par le Comité directeur des États Généraux en 2002-03 c'est que les électeurs **aimeraient** avoir une relation positive avec leurs députés. La première condition pour ce faire c'est que les députés aient un pouvoir réel et soient responsables à eux plutôt que liés par la discipline de parti. Une réforme du mode de scrutin est-elle suffisante pour créer cette condition de départ ? on peut en douter largement.

Les deux occasions où une consultation populaire a effectivement été menée (Commission de la représentation en 1983-84 et États Généraux sur la réforme des institutions démocratique en 2002-03) ont produit le même résultat : une proportionnelle régionale. On verra où conduira la consultation actuelle. Mais réalistement il faut partir du point de départ que nous offre la proposition gouvernementale aujourd'hui. Il est au moins encourageant que, sauf de rares exceptions, les personnes qui sont intervenues jusqu'ici devant la Commission acceptent ce point de départ comme valable. Encourageant aussi de voir se pointer ceux qui, il y a quelques mois à peine, en parlaient comme une « trahison », une « mascarade », une « opération purement cosmétique »... Reste maintenant l'essentiel : entendre les citoyens.

Un geste historique...

En ce sens, l'inclusion d'un « comité citoyen » apparaît comme une innovation révolutionnaire. Peut-être cela finira-t-il par constituer un geste historique. Il est peu de gestes plus encourageants en démocratie que de voir les propriétaires, plutôt que les concierges, directement impliqués dans la rénovation de la maison. Le grand nombre de candidats au comité citoyen aura surpris ceux qui n'écoutent pas beaucoup les conversations dans les autobus ! Pour les gens impliqués aux États Généraux de 2003, il n'y avait pas de surprise. La qualité des gens que le tirage au sort a favorisé et la qualité du travail qu'ils ont abattu jusqu'ici augurent très bien pour une consultation populaire véritable. Si ce n'est déjà fait, on peut suggérer à la Commission, députés et citoyens, de lire le magnifique petit volume « Randomocracy. A Citizen's Guide to Electoral Reform in British Columbia », Victoria Publications, 2005. Le livre a été écrit par Jack MacDonald, un des membres du « comité-citoyen » de la Colombie britannique. Même si les élus de cette province ont pipé les dés avec un référendum aux seuils quasi impossibles, il est fort douteux que le mode de scrutin actuel ait une longue vie sur la côte du Pacifique. Mais plus important, le récit de Jack

MacDonald est celui de la démarche de citoyens qui réfléchissent, étudient, choisissent dans une authentique optique citoyenne.

Beaucoup de poids est posé sur les épaules de notre comité-citoyen à nous. Dans la tournée du Comité directeur des États Généraux en 2002-03, beaucoup d'intervenants disaient qu'ils ne croyaient pas que les commissions parlementaires les écoutaient pour le vrai, ou encore qu'elles étaient incapables de produire des rapports qui iraient ailleurs que sur les tablettes. C'est la présence de Claude Béland à la présidence du Comité directeur qui faisait dire aux intervenants « *vous, vous nous écoutez* ». Et même là, il arrivait que des députés interviennent dans les audiences du Comité directeur et automatiquement, l'atmosphère était modifiée, on intervenait moins, on amollissait ses propos. Cette fois, il y aura des citoyens pour entendre les citoyens.

Le succès du comité citoyen de cette Commission peut avoir des effets énormes. Peut-être que demain on ne pas pourra songer à effectuer une consultation populaire par commission parlementaire sans la présence d'un comité citoyen. Peut-être que demain un gouvernement donnera suite à la recommandation du Comité directeur des États Généraux qui proposait que soit constitué « *un Conseil national de la citoyenneté et de la démocratie, indépendant de toute politique partisane, dont le mandat sera de veiller en permanence à la qualité et à l'évolution de la vie démocratique au Québec* ». Peut-être que demain, comme le proposait très récemment un des mes étudiants de l'Énap, il existera un comité citoyen dans chacun des ministères du gouvernement du Québec.

RECOMMANDATIONS

Parce que le système électoral est la propriété des électeurs,
Parce que l'électeur doit pouvoir y bénéficier de la plus grande liberté possible,
Pour éviter les résultats indirects ou par effets mécaniques,

Il est recommandé que l'électeur dispose de deux votes plutôt que d'un seul.

Pour éviter la main mise des partis sur les choix des électeurs,
Et parce que le vote panaché donne la liberté à tous, y compris aux électeurs qui veulent « voter bloqué » alors que le vote bloqué enlève la liberté à ceux qui veulent voter de façon plus articulé,

Il est recommandé que le vote de liste soit de type panaché.

Parce que les circonscriptions uninominales ne sont que des unités administratives pour fin d'application de la loi électorale et n'ont pas de vraies incidences pour les électeurs,
Parce qu'il est primordial de respecter le cadre de vie sociale, économique et culturelle des citoyens,

Parce que cela contribuerait à s'orienter vers une décentralisation véritable des pouvoirs de Québec vers les régions,

Il est recommandé que les circonscriptions de liste se conforment le plus possible aux régions administratives actuelles.

Parce que l'élection est le moment privilégié de contrôle des élus par les électeurs,
Parce que ce contrôle n'a pas à être subordonné à l'agenda et aux stratégies électorales des partis politiques,

Il est recommandé que les élections se tiennent à date fixe.

Parce que c'est une erreur démocratique grave de situer l'étude du mode de scrutin en dehors du contexte des institutions démocratiques dans leur ensemble,
Parce qu'à bien des occasions, notamment aux États Généraux sur la réforme des institutions démocratiques de 2003, les citoyens ont manifesté une volonté forte d'apporter d'autres modifications majeures, dont l'adoption d'une Constitution du Québec, l'instauration de l'initiative populaire, la disparition de la discipline de parti, une plus grande séparation des pouvoirs exécutif et législatif, l'établissement d'un organisme citoyen pour veiller en permanence à la qualité de notre vie démocratique,

Il est recommandé que la Commission parlementaire inclut, dans son rapport, une demande faite à l'Assemblée nationale d'instituer une consultation populaire sur la réforme de nos institutions démocratiques en général.

QUELQUES RÉFLEXIONS DE RENÉ LÉVESQUE

Tirées du CD-ROM « René Lévesque, Héros malgré lui »

« ...le présent mode de scrutin est démocratiquement infect... »

« Les Québécois en sont ainsi venus à donner le pouvoir, le 5 juin 1966, à un parti qui n'était pas celui de la majorité. (...) Qu'on l'admette ou non, une telle situation constitue un sabotage officiel et extrêmement pernicieux des fondements de la démocratie politique. C'est une exemple typique du retard que prennent les institutions par rapport à la réalité, chaque fois qu'on laisse l'incurie donner la main au conservatisme qui s'agrippe à des privilèges désuets »

« Notre mode de scrutin continue d'être simpliste, brutal et taillé sur mesure pour assurer la prépondérance de gentlemen privilégiés et de ces groupes d'intérêt que sont les vieux partis ».

(la prérogative du Premier ministre de fixer lui-même la date des élections) « c'est à remiser au plus tôt dans quelque musée de folklore tribal ».

« Il faut bien le dire, nos institutions de type britannique étaient et demeurent faites sur mesure pour perpétuer l'allure de clubs privés, à la fois caricaturale et malsaine, que s'y donnent volontiers les partis ».

« On sera toujours aux prises avec le bon vieux système parlementaire à la britannique : le gouvernement faisant partie intégrante d'un parlement soi-disant souverain, mais en réalité ficelé par la ligne de parti et asservi à toutes fins utiles à la dictature effective du cabinet et de son entourage ».

« On parle beaucoup de revaloriser le système parlementaire. On lui fait de la chirurgie plastique : époussetage des vieux rites, simplification des règlements... Dans notre cas, c'est plutôt la dictature conjointe des cabinets et des 'technocrates' qui réduit les parlements au rôle de forums procéduriers dont les chinoiseries et les sautes d'humeur baroques n'ont pas grand rapport avec les problèmes aigus de la vie réelle »

Le Livre blanc sur la consultation populaire (1979) évoquait l'initiative populaire que nous aimerions voir se développer au Québec comme pratique politique »

COMMISSION INDÉPENDANTE SUR LE SYSTÈME ÉLECTORAL
(ROYAUME UNI)

Rapport Jenkins, 1979

Extraits

(la traduction est de l'auteur du mémoire)

(l'intérêt de ce texte est qu'il est issu d'une analyse critique du même mode de scrutin que pratiqué ici. On notera qu'en dépit des profondes différences entre la société britannique et la société québécoise, la pratique d'un même mode de scrutin produit souvent les mêmes effets et appelle les mêmes solutions).

« L'équité envers les électeurs, c'est la première chose essentielle dans un système électoral ». (II-1)

« Notre mode de scrutin constitue une recette quasi certaine pour produire des partis politiques qui se prennent pour d'autres, qui deviennent dogmatiques de façon intolérable quand ils sont au pouvoir puis se mutent en sectes étroites quand ils n'y sont pas. C'est aussi une recette pour un style de politique confrontationnelle – 'c'est la faute de l'autre' – qui a beaucoup contribué à diminuer le respect qu'on porte à la Chambre des Communes et aussi pour le respect qu'on porte aux politiciens en général. (II-1)

« Il est difficile de croire que les gouvernements soient responsables quand, élus sans majorité populaire, ils commandent de larges majorités à la Chambre. Si on ajoute à cela la discipline de parti, la loyauté naturelle des députés envers leur chef et le désir naturel de voir avancer leur carrière, on est ramené à ce que Lord Hailsham décrivait en 1976 comme une 'dictature électorale' ». (II-3)

« Notre mode de scrutin a une tendance naturelle à désunir le pays plutôt qu'à l'unir ». (III-4)

« ...des balayages électoraux ne conduisent pas à des gouvernements efficaces. Ils sont vus par le grand public avec beaucoup de suspicion; beaucoup plus que ne le sont les gouvernements de coalition ». (III-4)

« Le mode de scrutin conduit à une division géographique du pays entre les deux principaux partis, même si, à l'occasion, l'un et l'autre peuvent réaliser des victoires plus larges. Cette forme d'apartheid électoral est un défaut majeur du système ». (III-4)

« Ce que notre mode de scrutin ne permet définitivement pas de faire c'est de permettre à l'électeur d'effectuer un choix libre entre le député qu'il veut pour sa circonscription et le gouvernement qu'il veut pour le pays. L'électeur est forcé de donner priorité à l'un ou à l'autre. La pratique a démontré que, dans la grande majorité des cas, la priorité est donnée au choix du Premier ministre ». (III-5)

« L'essentiel de la bataille électorale entre les deux principaux partis se déroule dans quelque cent, au plus cent cinquante circonscriptions 'prenables' sur 659. Hors de ces circonscriptions, les électeurs se voient privés (ou peut-être le souhaitent-ils) des visites des

chefs de partis et sont généralement traités, par les deux partis, comme irrévocablement damnés ou encore suffisamment sauvés pour qu'on puisse les prendre pour acquis. (...) Beaucoup d'électeurs passent leur vie adulte entière sans l'espoir de choisir un candidat gagnant et sans l'espoir d'influencer de façon réaliste le résultat du vote » (III-5)

« Les circonscriptions de grandes villes sont bien plus des reins flottants que des communautés naturelles ». (VI-4)

« Il demeure essentiel que l'électeur doit posséder deux droits : d'abord celui de pouvoir échapper à la liste de parti en possédant un deuxième vote ; et ensuite qu'il puisse échapper au vote bloqué ». (VII-10).

André Larocque
Québec
Le 13 décembre 2005

ADDENDUM

AU MÉMOIRE

À LA COMMISSION PARLEMENTAIRE SPÉCIALE
SUR LA LOI ÉLECTORALE

ANDRÉ LAROCQUE

Décembre 2005

Québec, le 19 décembre 2005

Me Louis Breault
Secrétaire de la Commission,

Monsieur le secrétaire,

La semaine dernière, je vous transmettais copie d'un mémoire. Je vous remercie de l'avoir accueilli. Tout en m'excusant des inconvénients que cela occasionne, j'aimerais ajouter un addendum relatif au financement des partis politiques. Comme vous savez, la province de l'Ontario vient de franchir un pas très important dans ce domaine. Il me semble très important que cela soit porté explicitement à l'attention de la Commission.

En ce sens, j'aimerais que soient ajouté, à la fin de la page 9 de mon mémoire, le texte qui apparaît en deuxième page. - Je vous expédierai une copie papier dès ce matin.

André Larocque

Parce que la loi du financement des partis politiques n'est pas la propriété des partis politiques mais plutôt une pièce maîtresse du patrimoine démocratique des Québécoises et des Québécois,

Il est recommandé que toute révision de la loi du financement des partis politiques soit effectuée par la plus large consultation populaire possible et non pas, comme c'est le cas présentement, par les seuls partis politiques à huis clos au sein du comité aviseur du Directeur général des élections.

Même si la loi québécoise du financement des partis politiques a longuement constitué un modèle pour les autres, il demeure permis et possible de s'inspirer des progrès réalisés ailleurs.

L'Assemblée législative de l'Ontario vient d'adopter la loi 214 (*Loi de 2005 modifiant des lois en ce qui concerne les élections*). Le système adopté s'applique aux contributions de plus de 100\$. Un parti politique ou une campagne à la direction d'un parti politique sera tenu de déclarer les contributions de plus de 100\$ au directeur général des élections, dans les cinq jours ouvrables qui suivent le dépôt de l'argent dans un compte en banque. Le directeur général des élections sera tenu d'afficher les déclarations de contribution sur Internet dans un délai de cinq jours ouvrables.

Il est recommandé que la loi du financement des partis politiques soit révisée de façon à y introduire le processus de divulgation en temps réel des dons aux partis politiques.